

# Pour des retraites revalorisées



Pour les retraités, en cette période de vœux, dont nous souhaitons qu'ils soient les meilleurs, la dure réalité nous oblige à constater que les années se suivent et s'aggravent en terme de niveau de vie et de pouvoir d'achat.

Nous souhaitons aussi une bonne santé pour tous mais également d'avantage de conscience de détermination afin de lutter, toujours plus nombreux, pour des conditions de vie meilleures

Le pouvoir ultralibéral, appliquant la politique voulue par la Commission Européenne, continue la destruction de notre système social issu du programme du Conseil National de la Résistance, suivant en cela, l'orientation prise depuis des décennies par les divers gouvernements.

Remettant en cause toutes les conquêtes sociales, au travers de l'allongement des années de cotisation pour une retraite à taux plein, du licenciement facilité, de l'aggravation de la précarité, augmentant ainsi le nombre trimestre cotisés pour une retraite complète.

Depuis quelques temps, une propagande est distillée, accreditant l'idée que les retraités seraient des nantis, s'appuyant en particulier sur une étude de la Cour des Comptes dont nous pouvons légitimement penser qu'elle est orientée à dessein.

Les vrais nantis, qui pillent le pays avec la complicité active du gouvernement, ce sont les actionnaires du C.A.C.40 battant un record de versement de dividende en 2023.

Ce sont en effet pas moins de 97,1 milliards d'euros, qui ont été perçus par les actionnaires dont:

-Total : 18,4 milliards

-B.N.P.Paribas: 9,7 milliards

-L.V.M.H.: 7,1 milliards

Soit près d'un tiers du total versé.

Sans compter les allègements fiscaux sans contrôle au nom de la "compétitivité" et des créations d'emplois, tout en continuant à licencier, auxquels s'ajoutent les 252 milliards d'aides aux entreprises.

Rappelons ici que le montant total annuel des pensions des 17 millions de retraités du pays est de l'ordre de 340 milliards !

Enfin une démarche politique de plus en plus réactionnaire, voire fascisante, nous impose une loi immigration qui casse le pacte social et raye d'un trait de plume le mot FRATERNITE de la maxime de la République en créant une condition supplémentaire de division parmi les salariés et dans la population.

Seules les mobilisations les plus larges possibles, inscrites dans le temps pourront contraindre le gouvernement à faire marche arrière.

Une mobilisation est d'ailleurs envisagée le **21 janvier 2024, rassemblement à Arles, 15h place de la République.**

C'est d'autant plus urgent qu'ici, à Arles, la municipalité a décidé de s'en prendre à la C.G.T. plus particulièrement aux locaux de la Bourse du Travail, mais aussi à d'autres associations aux activités diverses.

Alors nous serons plus fort tous ensemble à lutter pour le progrès social, dans le respect des particularités de chacun, contre cette volonté de casse de l'histoire sociale de notre ville et de son tissu associatif.

*Je me syndique..... Je souhaite être informé.e de vos initiatives.....*

Prénom :..... NOM :.....

Adresse :.....

.....

Activité avant la retraite :.....

Téléphone ..... Mail :.....

A retourner à USR-CGT 3, rue Parmentier, 13200 Arles ou à remettre à un militant CGT

Tel : 04.90.96.50.27 mail : [retraites@cgтарles.fr](mailto:retraites@cgтарles.fr)